



**POLE DES SERVICES PUBLICS DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRANSPORTS**

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement**

*Service Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations*

## **Aménagements sur le Rieumassel – Commune de Grabels – Action 7.4 du PAPI-2 Lez-Mosson**

**PJ n°17 du CERFA n°15964\*01 :**

**Note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site**



*Photo du bassin G lors de la crue du 4 novembre 2015 (source : 3M)*

**Montpellier Méditerranée Métropole**

**50, place Zeus – CS 39556**

**34961 Montpellier Cedex 2**

**Cette note a pour objet de répondre aux exigences du 4° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement.**

## 1. Justification des capacités techniques et financières du Maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux du barrage de Grabels et l'aménagement du Rieumassel

Le projet d'Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels a été inscrit par avenant au Plan d'actions de prévention des inondations sur le bassin versant du Lez (PAPI 2 Lez). Il en constitue son action n°7.4.

Montpellier Méditerranée Métropole est le maître d'ouvrage de cette opération.

Les travaux retenus sont les suivants :

- reconstruction du barrage du « Bassin G » pour porter sa capacité de rétention à 160 000 m<sup>3</sup> ;
- suppression de 5 goulets d'étranglement du Rieumassel dans sa traversée de l'agglomération de Grabels.

Le montant des travaux inscrit au PAPI 2 s'élève à 3 M€ HT. Le plan de financement convenu par l'avenant du PAPI 2 Lez est le suivant :

- 40 % à la charge du maître d'ouvrage ;
- 40 % de subvention de l'Etat (FPRNM) ;
- 20 % de subvention de la Région Occitanie.

L'avenant à la convention PAPI 2 Lez et la délibération du Maître d'ouvrage sont donnés en annexe de la présente note.

Ce plan de financement apporte la garantie, sous condition de l'obtention de l'autorisation environnementale, que le Maître d'ouvrage disposera des moyens financiers nécessaires pour la réalisation des travaux de protection de Grabels.

Les études de conception et environnementalistes sont pilotées par le service GEMAPI de la Métropole. Ce dernier dispose d'un effectif de 15 agents dont les missions sont dévolues à l'exercice de cette compétence.

Les études et investigations ont été confiés à des bureaux d'études spécialisés. Conformément à la réglementation en vigueur pour la construction d'ouvrages hydrauliques, la maîtrise d'œuvre des aménagements a été confiée à un bureau d'études agréé Digue et Barrages.

Suite à l'élaboration de la version définitive de l'Avant-projet, le montant estimatif des travaux s'élève à 2,5 M€ HT ce qui conforte le Maître d'ouvrage dans la suffisance des moyens financiers à sa disposition pour réaliser ce projet. Afin d'entériner une nouvelle fois l'engagement de la collectivité sur la réalisation des travaux, la demande d'autorisation environnementale a été soumise à l'approbation du Conseil de Métropole. La délibération du 29 mars 2021 relative à cette affaire est donnée en annexe.

Outre les clauses techniques propres aux travaux d'aménagement, le dossier de consultation des entreprises demandera aux entreprises candidates d'intégrer les contraintes environnementales dans leur offre ainsi que la remise en état du site après travaux.

## 2. Justification des capacités techniques et financières pour assurer l'entretien et l'exploitation du barrage

Conformément à la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et à la loi NOTRe du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis le 1er janvier 2018 et ce sur l'ensemble de son territoire. De ce fait, la collectivité s'est dotée des ressources humaines et financières pour assurer cette compétence ; au travers notamment de la création d'un service dédié à l'exercice de la compétence GEMAPI ainsi que de la levée depuis 2018 d'une taxe pour la « gestion des milieux aquatiques » dans les conditions permises par la réglementation en vigueur.

En 2021, la collectivité a décidé d'augmenter cette taxe pour la passer de 3 à 5 M€ afin d'anticiper les besoins en financement dont aura besoin la collectivité pour mener à bien ses missions de GEMAPIen et mener à bien les projets qui en découlent. La délibération du Conseil de Métropole relative à l'augmentation de la taxe est donnée en annexe du présent document.

3M possède assurément les compétences en interne et les ressources financières pour gérer l'entretien du Rieumassel et l'exploitation du futur barrage.

Les opérations d'entretien sont effectuées par des entreprises spécialisées mandatées par la Métropole. Toutes ces opérations et les moyens de surveillance en temps de crue sont décrites dans le document d'organisation du gestionnaire annexé à l'étude de danger du barrage de Grabels.

### 3. ANNEXES

Annexe 1 : Avenant à la convention PAPI 2 Lez

Annexe 2 : Délibération n°M2021-128 du Conseil de Métropole

Annexe 3 : Délibération n°M2021-98 du Conseil de Métropole

**AVENANT**  
**à la convention relative au**  
**PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS**  
**sur le bassin versant du Lez (PAPI 2 LEZ).**

Entre

**Le Syndicat du Bassin du Lez, représenté par son Président,**

**Et**

**L'Etat, représenté par Monsieur le Préfet de l'Hérault,**

**Et**

**La Région, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional Occitanie-Pyrénées-Méditerranée,**

**Et**

**Le Département, représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Hérault,**

**Préambule**

Le PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) constitue un programme d'actions publiques à long terme visant à réduire les conséquences dommageables des inondations sur les personnes, les biens et l'environnement.

Le PAPI 2 concerne le bassin du Lez, localisé dans la région Occitanie-Pyrénées-Méditerranée et plus précisément le département de l'Hérault.

Il s'échelonne sur 6 ans de 2015 à 2020 inclus.

Ce programme fait suite à un premier PAPI mis en œuvre sur le même périmètre sur la période 2007-2014.

Le présent avenant a pour objectif d'ajouter trois actions dont deux structurelles à la convention du PAPI du bassin du Lez 2015-2020.

Le calendrier prévisionnel des actions est présenté en annexe 1.

**Article 1 : le périmètre du projet**

Le périmètre du projet initial n'est pas modifié par l'avenant. Il concerne le bassin versant du Lez (cours d'eau principal et affluents) tel qu'inscrit au plan initial.

**Article 2 : Montant prévisionnel de l'avenant**

Les opérations prévues dans l'avenant du PAPI 2 Lez concernent les axes 4 et 7 :

- Action 4.2.2.b : Complément de l'étude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (100 000 € HT)

- Action 7.4 : Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels (3 000 000 € HT)
- Action 7.5 : Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac (1 000 000 € HT)

Le montant des dépenses programmées dans l'avenant s'élève à 4 100 000 € HT.

L'annexe financière complétée figure dans l'annexe 2.

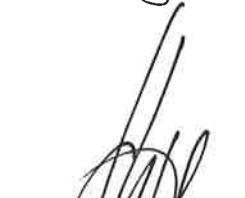
Les prévisions d'engagement et de dépenses des actions de l'avenant figurent en annexe 3.

La délibération de Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage des opérations, figure en annexe 4.

### **Article 3 :**

Toutes les autres clauses inscrites à la convention initiale, signée le 11 décembre 2015, demeurent inchangées.


Approuvé le 21.03.2017




**Pierre FOUËSSEL**  
Préfet de l'Hérault



**Cyril MEUNIER**  
Président du Syndicat du Bassin du Lez



**Carole DELGA**  
Présidente du Conseil Régional  
Occitanie-Pyrénées-Méditerranée



**Kléber MESQUIDA**  
Président du Conseil Départemental  
de l'Hérault  
**Député de l'Hérault**



## ANNEXES



**ANNEXE 1 : Planning de réalisation des actions de l'avenant**

	...	T1 2017	T2 2017	T3 2017	T4 2017	T1 2018	T2 2018	T3 2018	T4 2018	T1 2019	T2 2019	T3 2019	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	T4 2020
Action 4.2.2.b : Complément de l'étude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole			Etude	Etude	Etude	Etude	Etude										
Action 7.4 : Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels			Etudes	Etudes	Etudes	Etudes	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Travaux bassin G Acquisitions foncières le long du Rieumassel	Travaux bassin G Acquisitions foncières le long du Rieumassel	Travaux bassin G Acquisitions foncières le long du Rieumassel	Travaux Rieumassel	Travaux Rieumassel	
Action 7.5 : Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac			Etudes	Etudes	Etudes	Etudes	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Enquêtes publiques/autorisations administratives/Consultations des entreprises	Travaux	Travaux				





ANNEXE 2 : Annexe financière complétée

Axe 0 : Animation

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
0.1	Chargée de mission PAPI - 1ETP	SYBLE	336 000,0	336 000,0	TTC	201 600,0	60,0%	134 400,0	40,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
0.2	Technicien - 1/2 ETP	SYBLE	168 000,0	168 000,0	TTC	117 600,0	70,0%	0,0	0,0%	50 400,0	30,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
0.3	Réflexion sur la GEMAPI	EPCI/Communes/SYBLE	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2017
0.4	Construction de la SLGRI	SYBLE	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2016
	Total		504 000,0	504 000,0		319 200,0	63,33%	134 400,0	26,67%	50 400,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	

Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
1.1	Analyse des retours d'expérience sur les inondations	SYBLE	80 000,0	96 000,0	TTC	19 200,0	20,0%	0,0	0,0%	19 200,0	20,0%	48 000,0	50,0%	9 600,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2018
1.2	Etude de faisabilité pour des aménagements complémentaires suite à des événements majeurs	EPCI/Communes	50 000,0	50 000,0	HT	10 000,0	20,0%	0,0	0,0%	10 000,0	20,0%	25 000,0	50,0%	5 000,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020
1.3	Etude stratégique de l'occupation du littoral vis-à-vis de la submersion marine et de l'érosion côtière	SYBLE	60 000,0	72 000,0	TTC	14 400,0	20,0%	0,0	0,0%	14 400,0	20,0%	36 000,0	50,0%	7 200,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2017
1.4	Sensibilisation des acteurs de l'aménagement du territoire à la submersion marine et à l'érosion littorale	SYBLE	50 000,0	60 000,0	TTC	12 000,0	20,0%	0,0	0,0%	12 000,0	20,0%	30 000,0	50,0%	6 000,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2018-2020
1.5	Sensibilisation du grand public au risque inondation	SYBLE	80 000,0	96 000,0	TTC	19 200,0	20,0%	0,0	0,0%	19 200,0	20,0%	48 000,0	50,0%	9 600,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
1.6	Sensibilisation des élus/services techniques/aménageurs au risque inondation	SYBLE	40 000,0	48 000,0	TTC	9 600,0	20,0%	0,0	0,0%	9 600,0	20,0%	24 000,0	50,0%	4 800,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
1.7	Sensibilisation des scolaires au risque inondation	SYBLE	640 000,0	768 000,0	TTC	153 600,0	20,0%	0,0	0,0%	153 600,0	20,0%	384 000,0	50,0%	76 800,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
1.8	Programme de sensibilisation des agriculteurs pour la mise en place d'actions visant à limiter le ruissellement et l'érosion sur les parcelles agricoles	Chambre d'agriculture	50 000,0	60 000,0	TTC	12 000,0	20,0%	0,0	0,0%	24 000,0	40,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	24 000,0	40,0%	0,0	0,0%	2019-2020
1.9	Réalisation des PPMS dans les établissements scolaires et les crèches	Etablissements scolaires/Communes	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
	Total		1 050 000,0	1 250 000,0		250 000,0	20,0%	0,0	0,0%	262 000,0	20,96%	595 000,0	47,6%	119 000,0	9,52%	24 000,0	1,92%	0,0	0,0%	



Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
2.1	Développement du réseau d'échelles limnimétriques	Montpellier Méditerranée Métropole/Communes	80 000,0	80 000,0	HT	16 000,0	20,0%	0,0	0,0%	3 536,0	4,42%	40 000,0	50,0%	16 000,0	20,0%	0,0	0,0%	4 464,0	5,58%	2016-2017
2.2	Développement du réseau de pluviomètres au sol et de stations hydrométriques	Montpellier Méditerranée Métropole	240 000,0	240 000,0	HT	48 000,0	20,0%	0,0	0,0%	48 000,0	20,0%	120 000,0	50,0%	24 000,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2017
2.3	Développement du réseau de capteurs piézométriques	Montpellier Méditerranée Métropole	180 000,0	180 000,0	HT	36 000,0	20,0%	0,0	0,0%	36 000,0	20,0%	90 000,0	50,0%	18 000,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2018-2019
2.4	Etudes hydrauliques complémentaires et cartes de scénarios pour la prévision des crues	Montpellier Méditerranée Métropole	150 000,0	150 000,0	HT	30 000,0	20,0%	0,0	0,0%	30 000,0	20,0%	75 000,0	50,0%	15 000,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2017-2018
	Total		650 000,0	650 000,0		130 000,0	20,0%	0,0	0,0%	117 536,0	18,08%	325 000,0	50,0%	73 000,0	11,23%	0,0	0,0%	4 464,0	0,69%	

Axe 3 : Alerte et gestion de crise

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
3.1	Coordination des PCS et des exercices de secours	Communes	100 000,0	120 000,0	TTC	36 840,0	30,7%	0,0	0,0%	48 000,0	40,0%	0,0	0,0%	24 000,0	20,0%	0,0	0,0%	11 160,0	9,3%	2018-2020
	Total		100 000,0	120 000,0		36 840,0	30,7%	0,0	0,0%	48 000,0	40,0%	0,0	0,0%	24 000,0	20,0%	0,0	0,0%	11 160,0	9,3%	

Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
4.1	Révision des PPRi du bassin versant de la Mosson, de Pérols, de Palavas les Flots, de Montpellier et de Castelnau le Lez	Etat	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020
4.2.1	Etude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la révision du SCOT	Montpellier Méditerranée Métropole	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2016
4.2.2.a	Etude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	Montpellier Méditerranée Métropole	100 000,0	100 000,0	HT	20 000,0	20,0%	0,0	0,0%	30 000,0	30,0%	50 000,0	50,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020



4.2.2.b	Complément de l'étude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	Montpellier Méditerranée Métropole	100 000,0	100 000,0	HT	20 000,0	20,0%	0,0	0,0%	30 000,0	30,0%	50 000,0	50,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020
4.2.3	Etude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le bassin versant hors territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	SYBLE/EPCI	100 000,0	120 000,0	TTC	36 000,0	30,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	60 000,0	50,0%	24 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020
4.3	Concevoir l'aménagement du territoire en intégrant le risque inondation (notamment intégration des résultats des études de caractérisation des aléas	Communes/EPCI	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2018-2020
4.4	Protection des zones d'expansion de crue (Règlement du SAGE et SLGRI)	Communes/EPCI	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
	Total		300 000,0	320 000,0		76 000,0	23,75%	0,0	0,0%	60 000,0	18,75%	160 000,0	50,0%	24 000,0	7,5%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	

Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
5.1.1	Diagnostics de l'habitat	SYBLE	700 000,0	840 000,0	TTC	168 000,0	20,0%	0,0	0,0%	168 000,0	20,0%	420 000,0	50,0%	84 000,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020
5.1.2	Diagnostics des bâtiments publics	Collectivités territoriales	100 000,0	100 000,0	HT	21 000,0	21,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	50 000,0	50,0%	20 000,0	20,0%	0,0	0,0%	9 000,0	9,0%	2015-2020
5.2.1	Travaux de réduction de la vulnérabilité de l'habitat	Propriétaires	1 000 000,0	1 200 000,0	TTC	648 000,0	54,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	480 000,0	40,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	72 000,0	6,0%	2016-2020
5.2.2	Travaux de réduction de la vulnérabilité des bâtiments publics	Collectivités territoriales	500 000,0	500 000,0	HT	105 000,0	21,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	250 000,0	50,0%	100 000,0	20,0%	0,0	0,0%	45 000,0	9,0%	2017-2020
5.3.1	Diagnostics des entreprises	Entreprises de moins de 20 salariés	200 000,0	240 000,0	TTC	96 000,0	40,0%	0,0	0,0%	96 000,0	40,0%	48 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020
5.3.2	Diagnostics des exploitations agricoles	Exploitation de moins de 20 salariés	13 000,0	15 600,0	TTC	6 240,0	40,0%	0,0	0,0%	6 240,0	40,0%	3 120,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
5.4.1	Travaux de réduction de la vulnérabilité des entreprises	Entreprises de moins de 20 salariés	450 000,0	540 000,0	TTC	216 000,0	40,0%	0,0	0,0%	216 000,0	40,0%	108 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2018-2020
5.4.2	Travaux de réduction de la vulnérabilité des exploitations agricoles	Exploitation de moins de 20 salariés	75 000,0	90 000,0	TTC	36 000,0	40,0%	0,0	0,0%	36 000,0	40,0%	18 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2020
5.5	Etude de la vulnérabilité des réseaux	SYBLE	40 000,0	48 000,0	TTC	9 600,0	20,0%	0,0	0,0%	4 800,0	10,0%	24 000,0	50,0%	9 600,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2018-2019
	Total		3 078 000,0	3 573 600,0		1 305 840,0	36,54%	0,0	0,0%	527 040,0	14,75%	1 401 120,0	39,21%	213 600,0	5,98%	0,0	0,0%	126 000,0	3,53%	

Axe 6 : Ralentissement des écoulements

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
6.1	Mise en oeuvre des plans de gestion ripisylve-Travaux d'entretien	Communes/CCGP SL/Montpellier Méditerranée Métropole	0,0	0,0		0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2015-2020
6.2	Identification des zones de versants agricoles contribuant à la formation des crues sur le bassin versant de la Mosson	SYBLE	40 000,0	48 000,0	TTC	9 600,0	20,0%	0,0	0,0%	14 400,0	30,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	24 000,0	50,0%	0,0	0,0%	2016-2017
6.3	Elaboration d'un programme d'actions pour l'aménagement des parcelles agricoles contribuant à la formation des crues	Chambre d'agriculture	30 000,0	36 000,0	TTC	7 200,0	20,0%	0,0	0,0%	10 800,0	30,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	18 000,0	50,0%	0,0	0,0%	2018-2019
6.4	Amélioration du fonctionnement morphodynamique des cours d'eau du bassin versant Lez-Mosson - Etude de faisabilité	SYBLE	80 000,0	96 000,0	TTC	19 200,0	20,0%	0,0	0,0%	28 800,0	30,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	48 000,0	50,0%	0,0	0,0%	2016-2017
	Total		150 000,0	180 000,0		36 000,0	20,0%	0,0	0,0%	54 000,0	30,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	90 000,0	50,0%	0,0	0,0%	

Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

Référence de la fiche action	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.	Echéance de réalisation
7.1a	Protection en basse vallée de la Mosson - Sécurisation des digues de la Mosson - Acquisitions foncières et travaux	Montpellier Méditerranée Métropole	2 380 000,0	2 380 000,0	HT	954 000,0	40,08%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	950 000,0	39,92%	476 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2017
7.1b	Protection de la basse vallée de la Mosson - mesure compensatoire au dédoublement de l'A9 sur le Rieucoulon - AF et travaux	Montpellier Méditerranée Métropole	1 420 000,0	1 420 000,0	HT	1 136 000,0	80,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	284 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2016-2017
7.2	Aménagement de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues - Maîtrise d'oeuvre/acquisitions foncières/travaux	Montpellier Méditerranée Métropole	4 200 000,0	4 200 000,0	HT	1 680 000,0	40,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1 680 000,0	40,0%	840 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2017-2018
7.3	Etude de définition d'un programme de travaux afin d'augmenter la sécurité des populations exposées à Pignan	Montpellier Méditerranée Métropole	50 000,0	50 000,0	HT	20 000,0	40,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	20 000,0	40,0%	10 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2019-2020
7.4	Protection de Grabels contre les crues du Rieumassel	Montpellier Méditerranée Métropole	3 000 000,0	3 000 000,0	HT	1 200 000,0	40,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1 200 000,0	40,0%	600 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2019-2020
7.5	Protection de Juvignac contre les crues de la Mosson	Montpellier Méditerranée Métropole	1 000 000,0	1 000 000,0	HT	400 000,0	40,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	400 000,0	40,0%	200 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	2019-2020
	Total		12 050 000,0	12 050 000,0	HT	4 990 000,0	41,41%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4 250 000,0	35,27%	2 410 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	





Synthèse

Axe	Coût (HT)	Coût global	MO	% Part.	Etat BOP181	% Part.	Europe FEDER	% Part.	Etat FPRNM	% Part.	Région LR	% Part.	Agence de l'Eau RMC	% Part.	Département 34	% Part.
Axe 0	504 000,0	504 000,0	319 200,0	63,33%	134 400,0	26,67%	50 400,0	10,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Axe 1	1 050 000,0	1 250 000,0	250 000,0	20,0%	0,0	0,0%	262 000,0	20,96%	595 000,0	47,6%	119 000,0	9,52%	24 000,0	1,92%	0,0	0,0%
Axe 2	650 000,0	650 000,0	130 000,0	20,0%	0,0	0,0%	117 536,0	18,08%	325 000,0	50,0%	73 000,0	11,23%	0,0	0,0%	4 464,0	0,69%
Axe 3	100 000,0	120 000,0	36 840,0	30,7%	0,0	0,0%	48 000,0	40,0%	0,0	0,0%	24 000,0	20,0%	0,0	0,0%	11 160,0	9,3%
Axe 4	300 000,0	320 000,0	76 000,0	23,75%	0,0	0,0%	60 000,0	18,75%	160 000,0	50,0%	24 000,0	7,5%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Axe 5	3 078 000,0	3 573 600,0	1 305 840,0	36,54%	0,0	0,0%	527 040,0	14,75%	1 401 120,0	39,21%	213 600,0	5,98%	0,0	0,0%	126 000,0	3,53%
Axe 6	150 000,0	180 000,0	36 000,0	20,0%	0,0	0,0%	54 000,0	30,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	90 000,0	50,0%	0,0	0,0%
Axe 7	12 050 000,0	12 050 000,0	5 390 000,0	41,41%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	4 250 000,0	35,27%	2 410 000,0	20,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Total	17 882 000,0	18 647 600,0	7 543 880,0	40,45%	134 400,0	0,72%	1 118 976,0	6,0%	6 731 120,0	36,1%	2 863 600,0	15,36%	114 000,0	0,61%	141 624,0	0,76%



**ANNEXE 3 : Prévisions d’engagement et de dépenses des actions de l’avenant**

	PE	PD
Action 4.2.2.b : Complément de l’étude de caractérisation des aléas préalables à l’identification des zones de développement urbain sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	Trimestre 2 2017	Trimestre 2 2018
Action 7.4 : Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels	Etudes : Trimestre 2 2017 Acquisitions foncières et travaux : Trimestre 2 2018	Etudes : Trimestre 2 2018 Acquisitions foncières et travaux : Trimestre 2 2019
Action 7.5 : Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac	Etudes : Trimestre 2 2017 Acquisitions foncières et travaux : Trimestre 2 2018	Etudes : Trimestre 2 2018 Acquisitions foncières et travaux : Trimestre 2 2019

PE Prévion d'Engagement  
PD Prévion de Dépense



#### ANNEXE 4 : Délibération du maître d'ouvrage





**SEANCE ORDINAIRE DU 24 FÉVRIER 2016**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille seize et le vingt-quatre février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme A. BRISSAUD, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND , M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**Mme R. BUONO à M. C. MEUNIER, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. A. LARUE à M. G. LANNELONGUE, M. H. MARTIN à Mme J. FRÊCHE, Mme C. NAVARRE à Mme C. MARION, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. B. TRAVIER à M. A. EL KANDOUSSI.**

**Excusé(es):**

**M. T. BREYSSE**

**Absent(es):**

**Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL, M. J.-L. SAVY**

s'avère insuffisant au regard des enjeux à protéger. Les nouvelles études menées, actualisant la connaissance du risque et mettant en œuvre de nouveaux outils de modélisation, conduisent à préconiser deux types d'aménagements, (i) rétention et (ii) recalibrage du ruisseau, combinés en six scénarios.

**Le scénario 1** (0,75 M€ H.T.) qui consiste à porter le volume de rétention du bassin G existant à 160 000 m<sup>3</sup> est rentable économiquement mais la protection qu'il procure est jugée insuffisante : en effet, pour une crue centennale, il ne permet de soustraire qu'une quinzaine d'habitations à la zone inondable. Par ailleurs, 56 maisons restent soumises à des hauteurs de submersion supérieures à 80 cm.

**Le scénario 2** (1,2 M€ H.T.) qui ajoute un deuxième bassin (K) plus en amont n'a un impact que pour les crues de type Octobre 2014 et ne modifie en rien les zones inondables pour des crues plus fréquentes.

L'analyse de ces deux scénarios montre les limites d'un aménagement uniquement basé sur la rétention et la nécessité d'intervenir sur les sections réduites (goulets) du Rieumassel dans la traversée de la zone urbaine de Grabels.

**Le scénario 3** (3 M€ H.T.) consiste à coupler l'agrandissement du bassin G avec la suppression des quatre goulets d'étranglement à l'aval de la route de Montpellier : Pont des écoles, -rue du Riou, Jardins des oiseaux et aval immédiat de la Route de Montpellier.

Il permet d'offrir une protection trentennale contre les débordements du Rieumassel à l'amont du pont de la route de Montpellier et une protection centennale à son aval. Ce scénario est en limite de rentabilité mais permet de mettre hors d'eau 82 habitations pour une crue de type octobre 2014.

Pour cette même crue, les hauteurs de submersion sont réduites de 50 à 105 cm de l'amont vers l'aval. Toutefois, 20 maisons restent soumises à des hauteurs de submersion supérieures à 80cm.

**Le scénario 4** (3,4 M€ H.T.) en ajoutant au précédent la rétention supplémentaire du bassin K, permet toujours d'offrir une protection trentennale contre les débordements du Rieumassel à l'amont du Pont de la route de Montpellier et une protection contre un évènement de type octobre 2014 à l'aval. Ce scénario n'est cependant pas jugé rentable économiquement.

**Le scénario 5** (2 M€ H.T.) consiste à coupler l'agrandissement du bassin G avec la suppression de deux goulets d'étranglement seulement à l'aval de la route de Montpellier.

Ce scénario est plus rentable économiquement que le scénario 3 mais ne permet qu'une protection minimale sur le quartier du lotissement Plein Soleil, en amont de la route de Montpellier.

**Le scénario 6** (3,65 M€ H.T.), qui consiste à ajouter au scénario 3 la reconstruction avec recalibrage du pont de la route de Montpellier, est le seul permettant d'aboutir à une protection centennale sur la totalité de la traversée urbaine du Rieumassel.

Ce scénario permet de mettre hors d'eau 102 habitations pour une crue de type octobre 2014.

Ce scénario présente, par contre, un ratio Bénéfice Coût très défavorable.

En outre, la reconstruction du pont de la route de Montpellier est techniquement très complexe.

Ce scénario peut cependant constituer un objectif à long terme du schéma de protection du Rieumassel.

En effet, l'ouvrage de la route de Montpellier est déjà ancien et nécessitera dans le futur des travaux lourds de réhabilitation qui seront l'occasion d'augmenter sa capacité hydraulique sans conséquence néfaste à l'aval grâce à la rétention mise en place au niveau du bassin G.

**Sur Montpellier**, le stade de la Mosson est protégé par des portes étanches qui ont une hauteur suffisante pour une crue centennale mais six d'entre elles (sur 28 au total) n'offrent pas une obturation totale pour la crue d'octobre 2014. Surtout, il existe d'autres points d'entrée des eaux dans le stade : réseaux pluviaux, galeries techniques, cavités sous la tribune Mosson.

Trois scénarios d'aménagement ont été étudiés pour la protection de cet équipement sportif majeur de la Métropole.

**Le scénario 1** envisage une solution extrême, la délocalisation du stade, dont le coût est rédhibitoire.

**Le scénario 2** (1 M€ H.T.) consiste en des mesures de mitigation pour un objectif de protection centennale en (i) obturant les réseaux du stade en connexion avec la Mosson et en (ii) fermant les vides sous la tribune Mosson par un rideau de palplanches de 100 m de long et de 3m de hauteur avec comblement des cavités par injection de béton.

- **Sur la commune de Montpellier**, le scénario 2 est proposé, obturation des réseaux et rideau de palplanches pour une protection centennale pour un montant d'environ **1 M€ H.T.**,

- **Sur la commune de Juvignac**, le scénario 2 est retenu comprenant la construction d'une digue de protection rapprochée en amont de la RN 109 et la réalisation d'un bassin de gestion des eaux pluviales à l'arrière de l'endiguement, d'un montant de **1,1 M€ H.T.**

Il est prévu d'inscrire ce programme de travaux dans un projet d'avenant au PAPI2, co-construit avec le SYBLE et déposé par lui auprès des services de l'Etat dans les meilleurs délais.  
Les actions inscrites dans cette demande d'avenant au PAPI2 Lez-Mosson-Etangs palavasiens se placent dans la stricte continuité de la stratégie affichée au sein du PAPI2 signé le 11 décembre 2015. Elles ne modifient pas le planning de réalisation des actions prévues sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole et d'ores et déjà inscrites au PAPI2.

Cet avenant pourrait permettre d'obtenir l'accord de l'Etat et son financement, ainsi que celui de la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées, sur tout ou partie du programme d'aménagement. Compte tenu du montant de l'avenant, cet accord nécessite d'obtenir au préalable l'avis favorable de la Commission Mixte Inondations (CMI), ainsi que du comité d'agrément de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Par ailleurs, le programme de travaux de lutte contre les inondations défini ci-avant sera complété par des prescriptions et des aménagements pour améliorer le fonctionnement du réseau d'assainissement pluvial et faciliter l'écoulement des eaux de ruissellement au niveau des secteurs urbanisés des communes de Grabels et Juvignac. Ces éléments seront précisés lors de la révision des schémas directeurs d'assainissement pluvial et des zonages d'assainissement dont les prescriptions seront prises en compte dans les documents d'urbanisme et notamment dans le nouveau PLU Intercommunal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant au programme d'actions de prévention des inondations sur le bassin versant du Lez pour la période 2015-2020 (PAPI 2),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire, en particulier la lettre d'engagement à réaliser les actions du projet d'avenant relevant de la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 26/02/16

Déposé En Préfecture

Le : 26/02/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160224-lmc1108575-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 26/02/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**Monsieur Pierre POUESSEL**  
**Préfet de l'Hérault**  
**PREFECTURE DE L'HERAULT**  
**34, Place des Martyrs de la Résistance**  
**34000 MONTPELLIER**

Montpellier, le 1<sup>er</sup> JUIN 2016

**N/Réf. : JGB/NZ/DZ N° 16-0987**  
**Objet : Avenant au PAPI Lez 2015-2020**

Monsieur le Préfet,

Par délibération n°13633 en date du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant du PAPI2 Lez, élaboré en partenariat avec le Syble et qui vous a été transmis par ce dernier le 23 février 2016. Ce projet d'avenant prévoyait de compléter le PAPI2 par des actions importantes justifiées suite aux inondations de 2014 sur les Communes de Grabels, Juvignac et Montpellier.

Lors de la phase de recevabilité du dossier, vous avez transmis vos remarques par un courrier reçu par le Syble le 19 avril 2016. Ces remarques portent notamment sur la justification des aménagements envisagés à Montpellier au niveau du méandre de la Mosson sur le secteur des équipements sportifs, ainsi que sur leur compatibilité avec les dispositions du PGRI approuvé en décembre 2015.

Après concertation avec vos services, le Syble, le Maire de Juvignac et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Maire de Montpellier, je vous confirme par la présente que les aménagements initialement envisagés au niveau des équipements sportifs sur la Commune de Montpellier sont retirés du projet d'avenant. Ils feront l'objet d'études complémentaires, hors dispositif PAPI, pour vérifier, le moment venu, leur faisabilité réglementaire, notamment au regard de la Loi sur l'eau.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma parfaite considération.

**La Vice-Présidente déléguée**  
**à la prévention des risques majeurs**  
**et gestion des milieux aquatiques,**

  
**J. GALABRUN-BOULBES**





## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Cycles de l'eau - Protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Autorisation environnementale du projet d'aménagement du Rieumassel en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le PAPI2 Lez-Mosson-Etangs palavasiens, signé le 11 décembre 2015, a été élaboré sur la période 2013-2014, à l'issue notamment d'une étude hydraulique menée sur l'ensemble du bassin-versant de la Mosson et achevée en 2012. Cette étude a permis de justifier la nécessité d'aménagements structurels pour la protection des biens et des personnes sur la basse vallée de la Mosson, sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que sur le Coulazou sur la commune de Fabrègues.

Alors que ce PAPI était en cours de construction, des crues majeures, pouvant dépasser certaines des hypothèses les plus défavorables jusque-là prises en compte, ont touché le bassin-versant de la Mosson en septembre et octobre 2014, causant d'importants dégâts sur des secteurs non pris en compte dans le PAPI2.

Sur la commune de Grabels, 196 habitations ont été inondées dont 156 par la crue très brutale du ruisseau du Rieumassel et le ruissellement pluvial. La commune de Juvignac a été touchée par les débordements de la Mosson avec 75 habitations inondées. Le ruissellement urbain, très important lui aussi, s'est conjugué aux débordements des cours d'eau en aggravant encore les niveaux de submersion et les vitesses d'écoulement au droit des secteurs habités.

Lors de l'épisode climatique d'octobre 2014, la plupart des habitations inondées par débordement des cours d'eau du Rieumassel et de la Mosson sur ces deux communes figuraient à l'extérieur des zones inondables d'occurrence centennale définies par les Plans de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) en vigueur.

Durant cet épisode, aucune victime n'est à déplorer mais les niveaux atteints et les vitesses d'écoulement ont causé de très importants dégâts sur les secteurs habités, sur l'espace public et sur les équipements publics, notamment le stade de la Mosson et ses terrains annexes.

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 du bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

Cet avenant a permis d'inscrire au PAPI2 Lez-Mosson l'action 7.4 intitulée « Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels ». Ce projet d'aménagement est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40 % pour l'État ;
- 20 % pour la Région Occitanie ;
- 40 % pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux de protection consistent à augmenter la capacité de rétention du bassin G au nord de la Commune, à élargir le Rieumassel dans la traversée de la zone urbaine de Grabels et à reconstruire le pont des Ecoles, situé sur la rue de la Croix de Guillery, pour permettre une meilleure évacuation des crues du Rieumassel.

Après avoir sollicité les aides financières dans le cadre de l'avenant du PAPI2 Lez, Montpellier Méditerranée Métropole a commandé une mission de maîtrise d'œuvre complète à un bureau d'études agréé « digues et barrages » pour la conception et le suivi des travaux de protection contre les inondations et des dispositifs associés.

Le maître d'œuvre a finalisé les études de l'avant-projet qui prévoient :

- la destruction du barrage constituant le bassin G, d'une capacité de rétention actuelle de 27 500 mètres cubes, et la construction en lieux et place d'un nouveau barrage de 5,5 mètres de hauteur permettant de stocker 160 000 mètres cubes d'eau ;
- l'élargissement du cours d'eau du Rieumassel sur cinq zones de son parcours dans la traversée de la zone urbaine de Grabels ;
- la reconstruction du pont des écoles, dont la largeur du cadre est actuellement de 5 mètres, pour l'élargir à 13 mètres ;
- l'aménagement d'un merlon de 1 mètre de hauteur à la confluence entre le Rieumassel et le Redonnel.

L'ensemble de ces travaux est estimé à 2 400 000 € HT.

Les dossiers d'enquêtes publiques préalables aux autorisations administratives ont été élaborés sur la base des études de conception. Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et permettent de distinguer :

- le dossier d'autorisation environnementale ;
- le dossier de déclaration d'utilité publique ;
- le dossier d'enquête parcellaire ;
- le dossier de déclaration d'intérêt général.

Les travaux d'aménagement du barrage et du Rieumassel relèvent de plusieurs rubriques de la nomenclature loi sur l'eau qui sont soumis à autorisation en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement et concernent notamment :

- l'autorisation de modifier le profil en travers du cours d'eau sur plus de 100 mètres de longueur ;
- l'autorisation de construire un barrage relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-122 ;
- l'autorisation de construire un aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18.

La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L. 181-1 à L. 181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du Code de l'environnement.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R. 181-13 et R. 181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux aménagements hydrauliques, à savoir :

- l'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R. 214-116 ;
- la délimitation de la zone protégée par l'aménagement hydraulique et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- l'étude d'impact de l'aménagement établie en application des articles R. 122-2 et R. 122-3 ;
- le document de l'organisation du gestionnaire des ouvrages pour garantir le niveau de protection des ouvrages en toutes circonstances et en période de crue.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection de l'aménagement hydraulique et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les inondations du Rieumassel.

Par définition, le niveau de protection d'un aménagement hydraulique est caractérisé par la différence entre le débit de crue arrivant dans l'ouvrage et le débit qui en sort et la capacité de rétention du barrage. Ce niveau de protection définit la responsabilité juridique du gestionnaire. Celle-ci ne sera pas engagée pour des crues plus importantes que celle retenue pour le dimensionnement de l'ouvrage ou si sa capacité de rétention est dépassée dans des conditions normales d'exploitation. En contrepartie, le gestionnaire de l'aménagement hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien de l'ouvrage pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, il est proposé un niveau de protection pour l'aménagement du Rieumassel correspondant à un débit maximal de 20 m<sup>3</sup>/s en sortie du barrage jusqu'à une crue d'occurrence centennale, sans surverse de celui-ci, et à une capacité de rétention nominale de 160 000 mètres cubes.



Ces aménagements permettront de protéger 120 habitations situées en rive droite et en rive gauche du Rieumassel. Le plan d'implantation du futur barrage et les zones d'élargissement du Rieumassel sont annexés à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et garantir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique du Rieumassel sont les suivantes :

- établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue. Ce document est établi conformément aux dispositions des articles R. 214-122 ;
- installation d'une station de mesure de la hauteur d'eau dans la retenue du barrage pour être alerté lors du remplissage de celui-ci ;
- établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue ;
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Grabels afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant les futurs ouvrages hydrauliques et le gestionnaire de ces ouvrages.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- l'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprise foncières nécessaires à la réalisation des ouvrages de protection contre les inondations ;
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Il est également proposé au Conseil de Métropole de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R. 232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts au regard de la vulnérabilité de la commune de Grabels face aux crues exceptionnelles du Rieumassel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le dossier d'autorisation environnementale des aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagements hydrauliques décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R. 232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- de requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156653-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

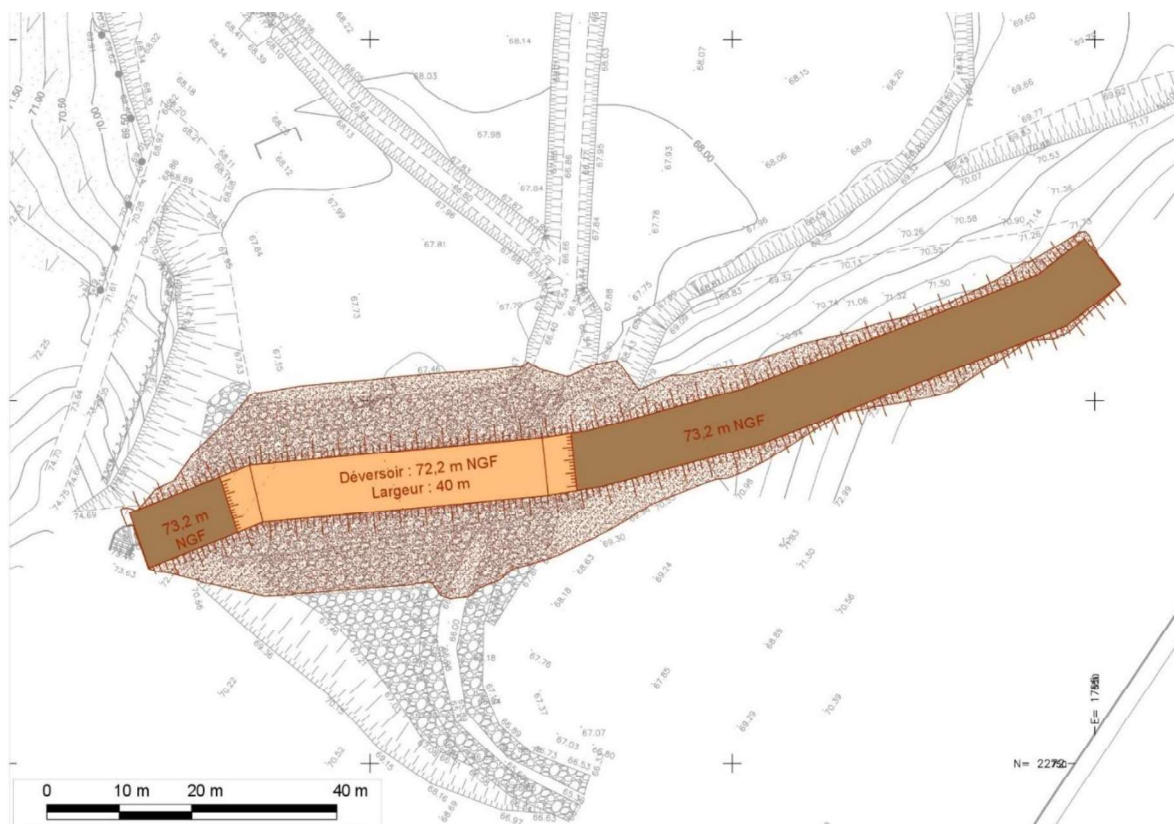
- Implantation du barrage
- Coupe type du barrage

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Figure 44 : Croquis de l'implantation décalée du barrage permettant une meilleure insertion paysagère (source : NEMIS)**

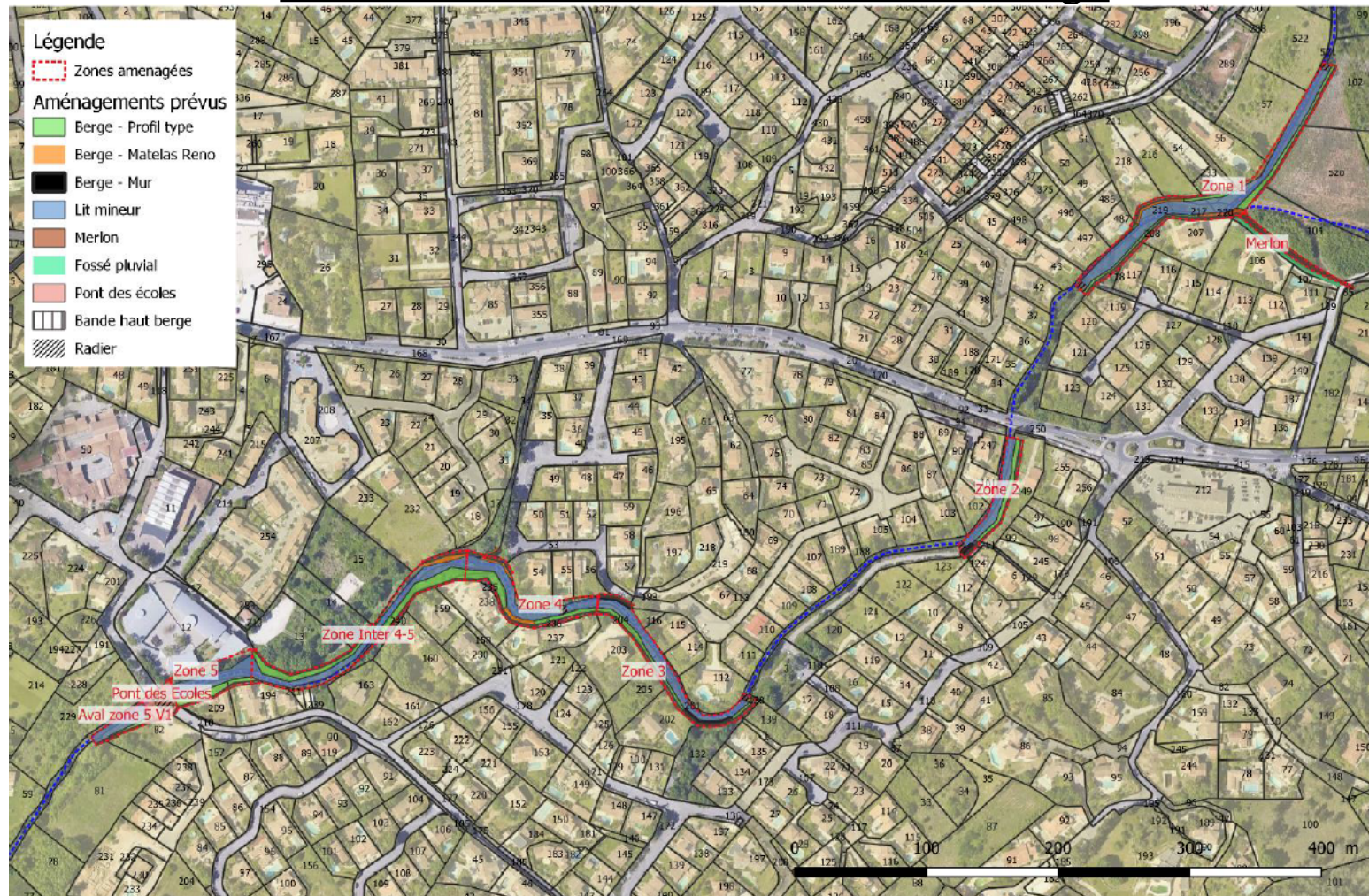
Une esquisse de l'implantation du barrage en lieu et place de l'ouvrage actuel avait été effectuée en étude préliminaire avec des pentes théoriques de talus de 2H/ 1V. Celle-ci est rappelée ci-dessous. En rive gauche et en rive droite, le barrage viendra s'appuyer sur la topographie existante.



**Figure 45 : Esquisse du futur barrage**



## Localisation des zones du Rieumassel à élargir





## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER



## **Ressources - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2021 - Adoption**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et à la loi NOTRe du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette compétence est venue compléter et renforcer ce périmètre d'actions de la Métropole, d'un point de vue géographique et thématique.

La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations recouvrent des missions variées tels que l'aménagement de bassin hydrographique (études globales de connaissance du fonctionnement d'un bassin – préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau...), l'entretien des cours d'eau (en cas de défaillance des propriétaires riverains), la défense contre les eaux et submersion marine (construire, entretenir et surveiller des ouvrages hydrauliques constitués en système d'endiguement), la restauration des écosystèmes et zones humides (restauration de la continuité écologique, gestion des zones humides, restauration hydro-morphologique des cours d'eau).

Après 3 années d'exercice de la compétence, le renforcement des missions concernant le volet GEMA « gestion des milieux aquatiques » s'avère nécessaire pour améliorer la résilience de ces milieux face aux effets du changement climatique, en cohérence avec les politiques nationales ou locales, mais aussi du fait que la restauration de ces milieux constitue un volant majeur des mesures compensatoires « GEMAPI » désormais requises pour les projets d'aménagements ou d'infrastructures sur le territoire. Ces milieux sont majeurs de par leur rôle d'écrêteur de crues mais aussi pour leur fonction épuratoire, leurs multiples fonctionnalités écologiques et la préservation d'une biodiversité particulièrement remarquable.

Ces missions ont été peu déclinées jusqu'à présent le temps de lancer les études stratégiques de connaissance, de restauration et de gestion des milieux aquatiques. Une étude est en cours sur le périmètre élargi des zones humides, des lagunes palavasiennes et du littoral et plusieurs restent à lancer à l'échelle du bassin versant de l'étang de l'Or. Sur le bassin versant du Lez, la mise en œuvre du plan de gestion réalisée en 2019 se concrétise par la restauration des prairies alluviales de la Mosson sur la commune de Lavérune.

L'augmentation du produit de la taxe permettra de couvrir les frais liés au renforcement des missions concernant le volet GEMA « gestion des milieux aquatiques », comme les travaux de restauration des prairies alluviales de la Mosson qui démarrent en 2021, et les frais études préalables aux investissements lourds qui ont démarrés en 2020 pour la protection contre les inondations.

Par délibération n°14855 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a institué la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Son produit est défini annuellement. Il est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence.

Le produit est fixé à 3 M€ depuis l'institution de la taxe en 2018. Compte tenu des évolutions réglementaires et de l'évolution de la programmation pluriannuelle des investissements afférente, il est nécessaire de faire évoluer ce produit. Il est proposé de le porter à 5 M€.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de fixer le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 5 M€ pour l'exercice 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 13/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 13 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157497-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 13/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.